



La voiture verte sauvera-t-elle l'industrie automobile ?

2010/1
29 | 04 | 2010



COMMUNAUTÉ



PROSPÉRITÉ



PROTECTION

L'avenir et le sauvetage d'Opel Anvers ne dépendent pas des initiatives prises par le gouvernement pour dynamiser la production locale de voitures vertes. Le gouvernement belge est impuissant face à la surcapacité structurelle et face aux enjeux politiques des grands pays constructeurs d'automobiles.

L'aide généreuse de l'état dans de nombreux pays ne fait que maintenir cette surcapacité, déstabilisant les rapports de concurrence dans l'industrie automobile à l'avenir. Le marché n'est pas très attractif et l'on ne peut pas s'attendre à de grandes marges. Si un grand nombre de constructeurs sont prêts à (continuer à) vendre leurs produits à perte, alors autant acheter ces voitures fabriquées à l'étranger et subventionnées par les états en question, plutôt que de vouloir les assembler chez nous à perte. En achetant ainsi sa voiture à un prix artificiellement bas, le consommateur belge bénéficierait d'un surplus important sur le dos du contribuable étranger.

Dire que la voiture verte a un avenir est une tautologie. Tous les constructeurs automobiles seront obligés de se réorienter vers de meilleures voitures c'est-à-dire des voitures plus écologiques. D'où le risque qu'une surcapacité « verte » remplace la surcapacité "grise" d'aujourd'hui.

Tout le monde ignore encore quel type de voiture verte se vendra le mieux dans dix ans, au détriment d'autres types de voitures vertes. La voiture qui l'emportera, sera-t-elle une "simple" turbo diesel à électronique avancée, une turbo diesel hybride, un moteur à essence hybride, une voiture électrique (plug-in), un véhicule électrique à pile à combustible, ou une combinaison encore inconnue à ce jour ? Les partisans de l'adage « le salut vient de la voiture » ne savent donc pas de quelle technologie il s'agira. Mais il n'est pas nécessaire de le savoir, puisque c'est le marché et non pas l'état qui constitue le meilleur mécanisme de sélection.

Ce qui est sûr et certain c'est que la voiture verte devra être compétitive au niveau du prix, sinon le consommateur ne sera pas convaincu. Cette condition fondamentale signifie que les améliorations (d'efficacité) incrémentales relativement bon marché pourraient bien l'emporter sur les innovations radicales et chères. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime que le parcours technologique le plus important qui nous conduira vers la voiture verte en 2050 passera par des moteurs plus efficaces.

Le gouvernement ne peut pas imposer le développement de la voiture verte. Notre pays n'a d'ailleurs pas de longue tradition en R&D dans le domaine de la voiture verte future. Les efforts publics peuvent être renforcés, mais les frais de démarrage seront très importants. Les grands pays constructeurs automobiles ont déjà commencé à investir dans le R&D public, mais il est remarquable qu'une seule entreprise, en l'occurrence Bosch, investisse plus en R&D écolo que l'ensemble de tous les pays riches. Si les grands pays automobiles ont vraiment l'intention de rendre le parc automobile plus vert, nous pouvons nous attendre à un net accroissement des efforts R&D dans le domaine de la voiture verte. Il en résultera une forte concurrence technologique et la Belgique sera confrontée au problème spécifique suivant : les constructeurs automobiles, étrangers par définition, vont concentrer leurs efforts en R&D dans leurs pays. Pour la Belgique, les R&D publics ne vont pas déborder dans des R&D privés.

La voiture verte ne sera pas un moteur rapide de l'emploi. En effet, il y a un délai de plusieurs années, voire de quelques décennies, entre les R&D publics et l'introduction sur le marché de concepts intéressants. Les interventions directes du gouvernement n'engendreront aucun boost pour l'emploi.

L'état est un organisme qui agit collectivement dans l'intérêt de tous. La politique doit d'abord créer des opportunités pour tous les travailleurs et remédier aux handicaps structurels auxquels se heurte notre pays. Ce n'est qu'ensuite qu'il doit s'intéresser aux différents secteurs en particulier.

Think-tank indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.